

# 6.4

## Sanctions administratives pécuniaires

---

---

## 6.4 Sanctions administratives pécuniaires

L'Autorité des marchés financiers publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires. Les décisions de révision des sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs ainsi qu'aux initiés sont publiées à la section 6.4.3, distinctement des sections 6.4.1 et 6.4.2 qui contiennent les décisions initiales imposées à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières* (« LVM ») ou encore, les articles 96 à 98 ou 102 de cette même loi. (274.1 LVM / 271.13, 271.14 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

### 6.4.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux émetteurs assujettis à la suite d'un défaut de respecter une disposition prévue au titre III de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.13 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

#### 271.13 RVM.

Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information périodique, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.

#### 271.15 RVM.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.13 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau produit ci-dessous indique le nom de l'émetteur concerné, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
ADHEREX TECHNOLOGIES INC.	20130008118-1	2013-04-29	200,00 \$

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
AMI RESOURCES INC.	20130008114-1	2013-04-29	200,00 \$
BMO FONDS ETAPE PLUS 2015	20130008126-1	2013-04-29	900,00 \$
BMO FONDS ETAPE PLUS 2017	20130008129-1	2013-04-29	900,00 \$
BMO FONDS ETAPE PLUS 2020	20130008127-1	2013-04-29	900,00 \$
BOYUAN CONSTRUCTION GROUP, INC.	20130008130-1	2013-04-29	5 000,00 \$
CAPITAL BITUMEN INC.	20130008124-1	2013-04-29	200,00 \$
CORPORATION GOLD TREEGENIC	20130008120-1	2013-04-29	200,00 \$
GIANT EXPLORATION INC.	20130008132-1	2013-04-29	400,00 \$
GOLDEN MOOR INC.	20130008131-1	2013-04-29	400,00 \$
GREAT LAKES NICKEL LIMITED	20130008110-1	2013-04-29	15 000,00 \$
HOLDING CLE D'OR INC.	20130008115-1	2013-04-29	400,00 \$
LONG RUN EXPLORATION LTD.	20130008133-1	2013-04-29	400,00 \$
MAGASINS HART INC.	20130008113-1	2013-04-29	5 000,00 \$
MINES INDEPENDANTES CHIBOUGAMAU INC.	20130008134-1	2013-04-29	500,00 \$
NORREP OPPORTUNITIES CORP. - NORREP II CLASS	20130008122-1	2013-04-29	100,00 \$
NOVEKO INTERNATIONAL INC.	20130008121-1	2013-04-29	200,00 \$

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
PETROLE GALE FORCE INC.	20130008119-1	2013-04-29	400,00 \$
PNI DIGITAL MEDIA INC.	20130008116-1	2013-04-29	600,00 \$
PRO MINERALS INC.	20130008128-1	2013-04-29	3 800,00 \$
REALCAP HOLDINGS LIMITED	20130008111-1	2013-04-29	5 000,00 \$
REOCITO CAPITAL INC.	20130008125-1	2013-04-29	5 000,00 \$
SAND TECHNOLOGY INC.	20130008112-1	2013-04-29	300,00 \$
SHOPMEDIA INC.	20130008123-1	2013-04-29	400,00 \$
SOFAME TECHNOLOGIES INC.	20130008117-1	2013-04-29	400,00 \$

#### 6.4.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux initiés suivant leur défaut de respecter l'une des dispositions des articles 96 à 98 ou 102 de la *Loi sur les valeurs mobilières*. (274.1 *Loi sur les valeurs mobilières* et 271.14 et 271.15 *Règlement sur les valeurs mobilières* (« RVM »)).

##### 271.14.

Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

##### 271.15.

Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.

L'imposition d'une sanction administrative pécuniaire, en application de l'article 271.14 RVM, est sans préjudice quant à tout autre recours dont peut se prévaloir l'Autorité des marchés financiers.

Le tableau ci-dessous indique le nom de l'initié concerné, le nom de l'émetteur à l'égard duquel il n'a pas fait la déclaration requise, la date où a été prise la décision d'imposer une sanction administrative pécuniaire ainsi que le montant imposé.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé
-----------------	----------	--------------	------------------	----------------

Aucune information

### 6.4.3 - Décisions de révision

Les tableaux ci-dessous présentent les informations relatives aux décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires.

Il s'agit plus particulièrement des cas où l'Autorité, dans le cadre d'un processus de révision, a décidé de maintenir, de réduire ou encore d'annuler le montant de la sanction administrative pécuniaire précédemment imposée.

#### 6.4.3.1 - Émetteurs assujettis

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les émetteurs assujettis.

Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information

## 6.4.3.2 - Initiés

Le tableau publié dans cette section présente les décisions de révision de sanctions administratives pécuniaires qui concernent les initiés.

Nom de l'initié	Émetteur	No référence	Date de décision	Montant imposé initialement	Montant révisé
-----------------	----------	--------------	------------------	-----------------------------	----------------

Aucune information